comme la France sa «neutralité», et qui, à *aucun moment*, n'a songé a mettre à leur disposition le centième de sa formidable armée de techniciens. Non. Les travailleurs d'Espagne luttent pour la victoire du socialisme sur la réaction universelle. Ils s'adressent à leurs frères des autres pays et principalement à leurs frères de France dont le destin est intimement lié au leur.

*Ouvriers et paysans de France!*

Aidez-nous pour notre salut commun!

Manifestez, agissez comme l'ont déjà fait un grand nombre d'entre vous. Par votre pression unanime, par l'action directe, brisez le cercle de fer que vous imposent le capitalisme et le fascisme.

*Prolétaires de France et d'Espagne!*

*Divisés, c'est l'esclavage sous la botte ignoble du fascisme!*

*Unis, c'est la victoire du socialisme et de la liberté!*

---

## L'OPINION PUBLIQUE ESPAGNOLE ET LE DISCOURS DE LEON BLUM

*Pour donner une idée aux prolétaires français de l'état d'esprit des masses espagnoles devant la politique de «neutralité» et d'embargo du gouvernement de Front Populaire français porté au pouvoir le 3 Mai dernier avec mission d'abattre le fascisme, nous reproduisons ici quelques extraits des journaux des 8 et 9 septembre.*

LA BATALLA (organe du parti ouvrier d'unification marxiste):

Dans «l'aventure» espagnole, Blum ne discerne rien autre que l'intérêt national et l'intérêt impérialiste de la France dont il s'est érigé le fidèle gardien. Le sort des masses travailleuses espagnoles et le sort du socialisme, qui est le véritable enjeu de la guerre civile espagnole, ne l'intéressent pas le moins du monde. Plus exactement, il ne s'y intéresse que pour les répudier. Si Blum était sûr qu'il ne s'agisse uniquement que de sauver en Espagne la république démocratique bourgeoise, son attitude serait certainement différente. Mais il est convaincu que le dilemme posé aujourd'hui à l'Espagne n'est pas celui de la république ou de la monarchie, ni celui de la démocratie ou du fascisme, mais celui de la révolution ou de la contre-révolution, du socialisme ou du fascisme. Il s'effraye à l'idée de la victoire de la révolution socialiste en Espagne et de son irradiation en France où les masses travailleuses qui se radicalisent de jour en jour, voient dans la révolution espagnole le début de leur propre révolution. Cela suppose, dans un avenir très proche la liquidation du socialisme réformiste de Blum, de sa politique de Front Populaire, et, enfin, de son gouvernement.

Il est d'ailleurs obligé de reconnaître, dans un des paragraphes de son discours que par sa politique de neutralité le gouvernement français s'est trouvé pieds et poings liés, «tandis que d'autres pouvaient continuer à approvisionner les rebelles de matériel de guerre et de munitions». Qu'on le veuille ou non, c'est là une condamnation de sa propre politique. La neutralité de la France n'a pas empêché — et n'empêche pas aujourd'hui encore — l'Allemagne et l'Italie de soutenir les rebelles; par contre, elle a empêché que nous soyons aidés, nous, avec toute l'efficacité nécessaire, malgré l'immense désir des travailleurs de France.

C'est en ces masses travailleuses que nous avions confiance et que nous continuons à avoir confiance. Non seulement nous attendons du prolétariat français une aide matérielle consistant dans l'envoi de vivres, de matériel chirurgical et de matériel de guerre — avions, canons et munitions pour l'Espagne» —, mais aussi une aide directe et largement révolutionnaire. Nous attendons du prolétariat français non seulement qu'il appuie de toutes ses forces notre révolution, mais qu'il mette la sienne en marche. C'est là la meilleure manière de nous venir en aide. A ce point de vue, notre cause et la sienne sont étroitment unies; elles ne forment qu'une seule cause: celle du socialisme qui est internationale, et qui ne peut être qu'internationale.

SOLIDARIDAD OBRERA (organe de la Confédération Nationale du Travail) (C. N. T.):

Dans sa péroraison, il (Léon Blum) a tracé une légère esquisse de Droit International. Ses discriminations sont d'une couleur lamentable. Comment Léon Blum a-t-il pu dire que, selon les règles internationales, on pourrait reconnaître le conglomérat de factieux de Burgos? Quelle base juridique pourrait-on bien déterrer pour fonder et soutenir une pareille iniquité?

Il est choquant que se soi-disant socialiste ait avoué reconnaître que les frontières française sont sous la menace d'un triomphe possible des militaires. Si Léon Blum se rend compte du grand danger que court le prolétariat français, pourquoi s'oppose-t-il à ce què le prolétariat espagnol s'approvisionne en armes dans les fabriques de la nation voisine? Il est paradoxal de reconnaître le danger et de ne pas prendre les mesures nécessaires pour y parer.

Le chef socialiste se glorifie de ses fameuses propositions aux nations européennes au sujet de l'abstention dans le conflit espagnol. Il prétend que ce fut une manoeuvre formidable, et qu'il n'y a pas de raisons de rompre le Traité, puisqu'il a été respecté par ses signataires.

Léon Blum ignore-t-il que les avions Caproni et Junker assassinent quotidiennement nos camarades? Le chef socialiste n'est-il pas informé que dans les ports de Melilla, Cadix et Vigo, on a débarqué un nombre important d'armes destinées aux rebelles?

Nous n'arrivons pas à comprendre l'attitude des socialistes français. Leur conduite est un suicide. Qu'ils rectifient a temps Qu'on ne voie pas l'Europe transformée en un lac de sang et de boue. Le temps nous donnera raison.

LA VANGUARDIA (journal de la démocratie catalane):

Tout, sauf la guerre. C'est le fonds du discours de M. Blum...

L'Angleterre et la France ne se rendent-elles pas compte que les puissances aux ambitions impérialistes spéculent sur leur peur de la guerre...

DIARI DE BARCELONA (démocratique):

Nous voulons seulement établir le contraste.

Monsieur Rydz Smigly a obtenu pour son pays un crédit à l'étranger de 5.000.000.000 de francs.

EL DIA GRAFICO (journal illustré démocratique):

Mais Blum a lancé pour appuyer sa thèse une affirmation téméraire dans son discours. Il a soutenu qu'on ne peut prouver qu'aucun Gouvernement, à sa connaissance, ait manqué à la convention de neutralité.

M. Blum parle de Paris, mais s'il était à Huesca, il y aurait constaté l'arrivée de sept avions de marque allemande ,dont la forme la voilure et la tactique d'attaque montrent que les pilotes ne sont pas espagnols. Quand ces avions sont-ils entrés en Espagne? Avant ou après la signature de la convention? Et si de nouveaux avions arrivent, de nouveaux canons automatiques, de nouvelles mitrailleuses modernes, seront-ils entrés avant ou après la signature du pacte de non ingérence? Arguties diplomatiques et distinguos de politique prudente et peureuse; on argumente pendant que les autres bourrent leurs bateaux de matériel de contrebande.

TREBALL (journal du Parti socialiste unifié, adhérent à la 3ème Internationale):

Pendant que les Gouvernements de France et d'Angleterre résistent à la pression du prolétariat, partisan de se placer à nos côtés, le Portugal, l'Italie et l'Allemagne profitent de la peur que leur inpire le fascisme pour continuer à fournir, avec l'argent de March, tous les avions, les armes et les munitions dont les fascistes peuvent avoir besoin.

...L'écrasement du fascisme espagnol... entraînera l'affaiblissement des fascismes italien, allemand, et portugais Contre leurs dirigeants et leurs militaires, nous avons nos Milices, nos militaires et nos responsables au Gouvernement qui, si on ne comptait que ces éléments avec des chances égales, assureraient notre victoire immédiate.

Mais il nous faut des armes. Nous avons besoin de canons et d'avions!

---

*Ouvriers français,*

*exigez la levée du blocus!*



# La question agraire en Catalogne (fin)

### LA REVOLUTION ET SON OEUVRE

Les journées de juillet trouvent donc les paysans prêts à l'action. La réponse aux évènements de Barcelone est immédiate. Dans tous les villages les propriétés des réactionnaires sont confisqués; les personnalités fascistes, les curés, les usuriers sont chassés, emprisonnés ou exécutés. Là ou il n'existe pas de syndicat de paysans, c'est le comité des milices ou le comité antifasciste de l'endroit qui prend la chose en mains. Quant aux rentes et redevances, on se doute qu'elles sont purement et simplement supprimées. En quelques jours on a fait place nette pour l'oeuvre d'organisation et de construction à venir. L'Union des Rabassaires approuve ces actions spontanées et en répand la consigne dans toute la Catalogne.

Moins d'un mois après paraissent les 11 points du programme du Conseil économique, dont le 3.ème concerne l'organisation des campagnes:

«Collectivisation de la grande propriété agraire qui sera exploitée par les syndicats de paysans avec l'aide de la Généralité et adhésion obligatoire au syndicat, des producteurs agricoles qui exploitent la petite et la moyenne propriété.»

On voit qu'il y a là, à la fois l'enregistrement pur et simple des initiatives de confiscation, et un pas en avant vers le régime collectif de demain.

En application de ce point, la Généralité vient de promulguer il y a quelques jours un décret sur la «syndicalisation» obligatoire», dont nous donnons plus loin un extrait, et qui a pour but de grouper les paysans afin de pousser à l'exploitation *collective* des domaines confisqués d'une part, à l'acquisition *collective* du matériel agricole, à la vente *collective* des produits de tout le village d'autre part.

D'un autre côté, on envisage aussi à l'Union des Rabassaires et dans les divers partis et organisations qui aspirent à s'assurer l'appui de la paysannerie, les moyens de répartir certaines terres parmi les ouvriers agricoles, qui deviendraient ainsi de petits propriétaires au même titre que les fermiers et rabassaires affranchis.

### PERSPECTIVES

Il ne s'agit lá, comme on le voit, que des premiers jalons. C'est qu'en effet la mentalité paysanne demeure encore une inconnue. Il est normal que dans une période révolutionnaire où chacun agit fiévreusement dans son coin, sans pouvoir toujours prendre conscience de l'ensemble, et où les changements d'état d'esprit des masses se produisent parfois à une vitesse foudroyante, il est normal que circulent les opinions et les affirmations les plus diverses sur toutes sortes de questions. Mais sur aucun sujet on n'obtient ici de réponses aussi contradictoires que sur la paysannerie.

Il est clair que le paysan sait ce que la révolution lui a donné et considère dès maintenant cette révolution comme sa chose: «Après les élections du Front populaire, vous en étiez encore à discuter pour savoir si vous verseriez au propriétaire 25 % ou 50 %. Après les évènements de juillet il ne s'agit plus ni de 50 % ni même de 25 %. La question est réglée, vous ne payez plus rien» disait hier Gorkin, devant une salle composée surtout de paysans, au milieu d'une tempête d'applaudissements.

Il est clair aussi que l'ouvrier n'est pas en Catalogne un ennemi ni même un étranger aux yeux de l'homme des champs, qu'une véritable fraternité les unit, que, dans les meetings paysans, le rappel de l'aide militaire apportée par les ouvriers des villes au paysans, les exhortations à maintenir cette union, les prévisions sur la future collaboration économique de la ville et des champs, soulèvent toujours la plus vive satisfaction dans ces auditoires profondément attentifs et le plus souvent silencieux.

Mais ce qui préocupe les partis et organisations ouvrières, c'est de savoir dans quelle mesure le paysan tient encore à son morceau de terre. Doit-on, pour s'assurer *maintenant*, en cette période dificile, la sympathie entière des paysans, les laisser morceler la terre s'ils le désirent, quitte à rendre ainsi plus difficile l'organisation de la société a venir?-ou doit-on et peut-on dès maintenant pousser au maximum à la collectivisation? «Le paysan déteste le propriétaire, mais il aime la propriété» nous dit l'un; «Le paysan tient au fruit de son travail, mais non à la terre» répond l'autre.

Ceci reflète évidemment le fait que les masses paysannes sont à l'heure actuelle en pleine évolution. Le cas de l'Union des Rabassaires est typique à cet égard. L'influence de la Esquerra est pratiquement liquidée, mais aucune des organisations ouvrières ne peut se vanter de lui avoir succédé, et l'Union paraît très soucieuse de conserver son autonomie, au moins apparente. Tout ce que l'on peut dire, c'est que l'U. G. T. d'un côté, le P. O. U. M. de l'autre, ont dans l'Union des cadres dirigeants, que certains noyaux, certains villages et beaucoup d'éléments jeunes semblent marcher à un rythme accéléré vers la collectivisation. L'exemple de Raimat, dont il a été question dans ce bulletin, est un des cas les plus favorables puisqu'il s'agit d'une très grande exploitation à caractère semi-industriel, mais il est des cas plus modestes qui montrent le souci qu'ont les paysans de se grouper et même de franchir de nouvelles étapes: les habitants d'un village assez pauvre, Tortella, ont organisé collectivement depuis quelques mois l'élevage des porcs et la vente des produits de charcuterie. Dans certains endroits, depuis les journées de juillet, les paysans ont décidé de verser au syndicat les redevances qu'ils cessaient de porter au propriétaire. Ailleurs un groupe de paysans écrit au P. O. U. M. pour donner connaissance des décisions qu'il a prises: socialisation de la terre, fixation des salaires et du temps de travail.

D'un autre côté les comités antifascistes, les comités populaires qui ont surgi dans tous les villages, ont eu, outre leurs attributions politiques essentielles, à résoudre des problèmes économiques et d'approvisionnement. Dès maintenant une bonne partie des paysans catalans a l'habitude de l'organisation, et, dans une certaine mesure, l'habitude du travail collectif. Le décret sur la syndicalisation obligatoire est assez prudent pour sembler ne devoir rencontrer aucune opposition sérieuse, et, d'un autre côté il ne cristallise rien et laisse la voie libre à toutes les initiatives. Ce décret permettra une revalorisation des produits de la terre par la suppression des intermédiaires (le syndicat se chargeant des opérations) et une rationalisation de l'outillage. Or du point de vue du simple rendement économique, c'est là précisément l'essentiel de ce que l'on pouvait souhaiter en Catalogne.

Dans les mois qui vont venir on assistera certainement dans les masses paysannes à une polarisation qui, pour l'instant n'existe pas encore. Mais toutes les conditions réunies actuellement permettent d'espérer et même de prévoir, que la révolution ouvrière catalane ne connaitra pas les heurts avec la paysannerie, toujours terribles pour le prolétariat.

---

## GARDE REPUBLICAINE ET MILICES ANTIFASCISTES

Dans le dernier numéro de la REVOLUTION ESPAGNOLE nous avons signalé la désagrégation de la *Garde civile* comme force militaire autonome. Il eût été facile de la dissoudre purement et simplement. Le gouvernement de Madrid ne l'a pas voulu. Avec les débris de l'ancienne Garde civile un peu remplumés, il a créé la *Garde nationale républicaine*. Cette nouvelle formation ne ressemble en rien à l'ancienne, si ce n'est par un côté: c'est une armée de métier formée de mercenaires. Cela suffit pour qu'elle se dresse en marge des milices ouvrières, la seule force armée véritable aujourd'hui; elle n'est pas l'expression du peuple armé, mais une force de répression au service de l'état démocratique. Sa création est donc, sinon dangereuse, du moins inutile. Quant à nous, marxistes révolutionnaires, nous ne reconnaissons comme armée vraiment démocratique et progressiste que les milices ouvrières antifascistes.